

Compte-rendu d'exercice de la délégation octroyée
à M.le président pour les actions en justice
Réunion décision modificative du 27 octobre 2021
ANNEXE

**ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DÉCISION DEPUIS LA RÉUNION
« BUDGET PRIMITIF » DU 21 AVRIL 2021**

Préambule

Sous le vocable contentieux, sont répertoriées les affaires qui ont donné lieu à la saisine d'une juridiction pour le règlement d'un litige mettant en cause la personne publique et/ ou l'activité administrative. Ne sont pas répertoriés les recours gracieux (réclamation adressée directement à l'administration), les recours hiérarchiques et les recours administratifs obligatoires qui sont des préalables à l'action contentieuse.

Par essence, les contentieux vont concerner, au principal, la juridiction administrative de droit commun (Tribunal administratif, Cour Administrative d'Appel et Conseil d'Etat) qui dispose d'une compétence exclusive pour connaître des recours en annulation et en réformation des actes des autorités publiques.

En matière sociale, les juridictions administratives spécialisées (Commission départementale et commission centrale de l'aide sociale, Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale) ont été supprimées. A compter du 1er janvier 2019, en application de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21e siècle, le contentieux anciennement dévolu aux commissions d'aide sociale est réparti entre le Tribunal de Grande Instance et le tribunal administratif. A noter que les jugements rendus en matière de revenu de solidarité active peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation, la voie de l'appel (cour administrative d'appel) ayant été supprimée.

La classification des contentieux repose sur les deux types de recours exercés devant le juge administratif : le contentieux de "l'excès de pouvoir" (contentieux de l'annulation de la décision administrative) et le "contentieux de pleine juridiction" (responsabilité, droit du contrat, condamnation pécuniaire). Aucun déféré préfectoral relevant du contentieux de l'excès de pouvoir n'est recensé.

Les matières relevant par nature du juge judiciaire sont constituées des litiges relatifs à la protection de la propriété privée, à la gestion du domaine privé, à l'état et à la capacité des personnes (sauf textes contraires). A ce titre, il appartient au juge civil de connaître de la répartition entre obligés alimentaires de leur contribution à l'aide sociale.

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
1 – Contentieux domanial				
M. Y... 8 avril 2021	Action d'un riverain de la route départementale n°820 arguant d'une emprise irrégulière sur sa propriété. Requête en annulation de la décision départementale du 28 janvier 2021 portant rejet de la demande de démolition du trottoir et le retrait immédiat d'ouvrages publics.	°Tribunal administratif : Mémoire en réponse du Département le 8 septembre 2021	2101541	1
2 – Contentieux du personnel				
Mme X... Adjoint technique 23 juillet 2019	Action en annulation de la décision départementale du 17 mai 2019 refusant d'abroger l'arrêté du 14 janvier 2019 la plaçant en congé de maladie d'office.	°Tribunal Administratif : Jugement du 16 avril 2021 La requérante est déboutée de sa demande. Aucun appel n'ayant été enregistré contre le jugement du Tribunal administratif, ce dernier, en faveur du Département devient définitif.	19-3883	2
Mme X... Infirmière titulaire de la fonction publique territoriale 19 novembre 2018	Action en contestation de la décision du 21 septembre 2018 de changement d'affectation.	°Tribunal Administratif : Jugement du 28 mai 2021 La requérante est déboutée de sa demande. Aucun appel n'ayant été enregistré contre le jugement du Tribunal administratif, ce dernier, en faveur du Département devient définitif.	1805446	3

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
3 – Contentieux des marchés publics				
Société PROCIBA 13 juillet 2021	Action en indemnisation de l'entreprise chargée des travaux d'étanchéité, à raison de prestations supplémentaires. Le Département subrogé dans les obligations de la Sémateg, intervenante initiale, intervient en qualité de mandataire de l'association APIM (maître de l'ouvrage).	<p><i>Tribunal de grand instance de Montauban :</i> Jugement du 8 juin 2021 : rejet de la requête de la société PROCIBA.</p> <p><i>Cour d'appel de Toulouse</i> Appel formé par la société PROCIBA. Demande de réformation du jugement du 8 juin 2021 du Tribunal de grande instance de Montauban.</p>		4
Département 28 juin 2019 (première instance) et 6 septembre 2021 (appel)	Dysfonctionnement de l'installation de chauffage-climatisation de l'Hôtel du Département Recherche en responsabilité des intervenants à l'opération de construction.	<p><i>°Tribunal administratif :</i> Note en délibéré du Département le 17 juin 2021 Jugement du 5 juillet 2021 rejetant au fond la requête du Département.</p> <p><i>°Cour administrative d'appel :</i> Appel formé par le Département. Demande de réformation du jugement du 5 juillet 2021 du Tribunal administratif de Toulouse.</p>	1903509	5

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
4 – Contentieux des agréments				
Mme X... Assistante familiale 19 mai 2020	Contentieux de la suspension d'agrément Requête au fond en annulation de la décision de suspension de l'agrément du 7 janvier 2020 prorogée par la décision du 24 avril 2020.	°Tribunal administratif : Mémoire en réponse du Département le 6 mai 2021.	2002184-2	6
M. Y... Assistant familial 15 juin 2020	Contentieux de la suspension d'agrément Requête au fond en annulation de la décision de suspension de l'agrément du 7 janvier 2020 prorogée par la décision du 24 avril 2020.	°Tribunal administratif : Mémoire en réponse du Département le 6 mai 2021.	2002540-2	7
Mme X... Assistante familiale 8 avril 2020	Contentieux de la cessation du contrat Action en indemnisation de la perte invoquée de revenus.	°Tribunal administratif : Mémoire en réponse du Département le 10 septembre 2021.	2001814-3	8

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
5 – Contentieux des aides et prestations et contentieux connexes (Aide sociale à l'enfance, Aide sociale aux personnes âgées, Aide Personnalisée d'Autonomie -APA-, revenu de solidarité active -RSA-, obligation alimentaire)				
5.1 – Aide sociale – récupération sur prestation				
Madame X 8 octobre 2019	Action en contestation de la décision de rejet de l'admission à l'aide sociale.	<i>Tribunal administratif :</i> Jugement du 9 juin 2021 : annulation la décision de rejet prise par le Département avec injonction de réexaminer la demande.	1905753-7	9
Département 6 octobre 2020	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement en établissement d'hébergement pour personnes âgées (dossier de Mme X...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Ordonnance rendue le 21 avril 2021 portant déclaration de vacance de succession et désignant le service des domaines de Toulouse, curateur.		10
Département 11 mars 2021 (1ère affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement en établissement d'hébergement pour personnes âgées (dossier de M. Y...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Ordonnance rendue le 21 avril 2021 portant déclaration de vacance de succession et désignant le service des domaines de Toulouse, curateur.		11
Département 11 mars 2021 (2ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement en établissement d'hébergement pour personnes âgées (dossier de Mme X...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Ordonnance rendue le 21 avril 2021 portant déclaration de vacance de succession et désignant le service des domaines de Toulouse, curateur.		12

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
Département 11 mars 2021 (3ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement en établissement d'hébergement pour personnes âgées (dossier de M. Y...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Ordonnance rendue le 21 avril 2021 portant déclaration de vacance de succession et désignant le service des domaines de Toulouse, curateur.		13
Département 11 mars 2021 (4ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement en établissement d'hébergement pour personnes âgées (dossier de M. Y...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Ordonnance rendue le 21 avril 2021 portant déclaration de vacance de succession et désignant le service des domaines de Toulouse, curateur.		14
Département 11 mars 2021 (5ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement en établissement d'hébergement pour personnes âgées (dossier de M. Y...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Ordonnance rendue le 21 avril 2021 portant déclaration de vacance de succession et désignant le service des domaines de Toulouse, curateur.		15
Département 11 mars 2021 (6ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement en établissement d'hébergement pour personnes âgées (dossier de M. Y...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Ordonnance rendue le 21 avril 2021 portant déclaration de vacance de succession et désignant le service des domaines de Toulouse, curateur.		16
5.2 – Obligation alimentaire				
Département 1 ^{er} octobre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Jugement rendu le 17 mars 2021 fixant la contribution alimentaire.		17

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
Département 1 ^{er} octobre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Monsieur Y...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Jugement rendu le 16 avril 2021, rejet de la requête du Département.		18
Département 14 décembre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Monsieur Y...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Jugement rendu le 13 avril 2021 fixant la contribution alimentaire.		19
Département 15 décembre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Jugement rendu le 9 juillet 2021 fixant la contribution alimentaire.		20
Département 28 décembre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Jugement rendu le 7 juillet 2021 fixant la contribution alimentaire.		21
Département 29 mars 2021	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande instance :</i> Saisine du juge pour demande de fixation de la contribution alimentaire.		22
Département 29 avril 2021	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande instance :</i> Saisine du juge pour demande de fixation de la contribution alimentaire.		23

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
Département 12 mai 2021	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...).	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande instance :</i> Saisine du juge pour demande de fixation de la contribution alimentaire.		24
5.3 – Revenu de solidarité active – RSA				
Madame X... 13 décembre 2019	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en défense complémentaire du 18 mai 2021.	1906729-7	25
Monsieur Y... 17 novembre 2020	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en défense du Département du 29 avril 2021.	2005361-7	26
Madame X... 24 novembre 2020	Demande d'annulation de l'avis des sommes à payer concernant la sanction administrative dont elle a été frappée.	° <i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en défense du Département du 17 juin 2021.	2005951-7	27
Monsieur Y... 22 décembre 2020	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en défense du Département du 9 avril 2021.	2005966-7	28

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
Madame X... 21 janvier 2021	Action en annulation de la décision du département portant remise partielle d'un trop perçu de revenu de solidarité active.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département du 18 mai 2021.	2100267-7	29
Madame X... 16 février 2021	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département du 1 ^{er} juin 2021 et dépôt d'un mémoire en défense complémentaire le 29 juillet 2021	2100523-7	30
Monsieur Y... 30 avril 2021	Action en annulation de la décision portant sur un indu de prime d'activité et indu généré par le rejet du droit au revenu de solidarité active.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 29 juillet 2021.	2000533-7	31
Madame X... 22 mars 2021	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 29 juillet 2021.	2101602-7	32
Madame X... 11 mai 2021	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 22 juin 2021.	2102755-7	33
Madame X...(1ère affaire) 4 juin 2021	Demande d'annulation du titre exécutoire formalisant la sanction administrative infligée à Madame X...	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 5 août 2021.	2103200-7	34

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
Madame X... (2ème affaire) 19 juillet 2021	Demande d'annulation du titre exécutoire formalisant l'indu dont Madame X... est frappée.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 5 août 2021.	2104230-7	35
Madame X... 21 juillet 2021	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 11 août 2021.	2104675-7	36
6.1 – Carte mobilité inclusion-personnes handicapées – mention invalidité				
Madame X... 4 mars 2021	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité / Priorité.	° <i>Tribunal judiciaire</i> : Mémoire en réponse du Département le 9 avril 2021.		37
Madame X... 20 avril 2021	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité / Priorité.	° <i>Tribunal judiciaire</i> : Mémoire en réponse du Département le 21 juin 2021.		38
Madame X 24 juin 2021	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité.	° <i>Tribunal judiciaire</i> : Mémoire en réponse du Département le 7 septembre 2021.		39

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
6.2 – Carte mobilité inclusion-personnes handicapées – mention stationnement				
Mme X... 18 octobre 2021	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 22 juin 2021.	2102895	38
Mme X... 26 avril 2021	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 23 juin 2021.	2102412	39
7.1 – Contentieux répressif				
Département 5 mai 2021	Menaces et injures à l'encontre des agents de la Maison Départementale des solidarités de Moissac.	<i>Procureur de la République – Tribunal judiciaire de Montauban</i> Signalement au Procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code procédure pénale avec demande de restriction d'accès au lieu à l'encontre de M. X...		40
Département 28 juin 2021	Menaces et injures à l'encontre des agents de la Maison Départementale des solidarités de Moissac.	<i>Procureur de la République – Tribunal judiciaire de Montauban</i> Demande d'éloignement de M. Y... de la Maison Départementale des solidarités de Moissac.		41
Département 2 septembre 2021	Propos diffamatoires du chroniqueur de CNEWS, M. Y... à l'encontre des mineurs isolés lors de l'émission de télévision du 29 septembre 2020.	<i>Tribunal judiciaire de Paris</i> Constitution de partie civile pour obtenir réparation du préjudice moral subi par le Département suite aux propos tenus par le chroniqueur.		42